

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Amériques Nord et Sud > Canada & Québec > A gauche (Canada & Québec) > **Québec Solidaire adopte un programme de dépassement du capitalisme**

Construction de la gauche politique

# Québec Solidaire adopte un programme de dépassement du capitalisme

mardi 2 août 2011, par [BOUCHARD Sébastien](#), [RIOUX Bernard](#) (Date de rédaction antérieure : 23 mai 2011).

Sommaire

- [Configuration politique \(...\)](#)
- [Le Québec moins touché par \(...\)](#)
- [La dynamique des mouvements](#)
- [La construction de la gauche](#)
- [Un Congrès sur l'économie, \(...\)](#)
- [La stratégie de construction](#)
- [Avancées dans la définition](#)

Les 25, 26 et 27 mars derniers s'est tenu le congrès de Québec Solidaire, le plus grand parti de gauche qu'a connu le Québec depuis près d'un siècle. Le débat, qui a porté sur les questions écologiques, économiques et celles concernant les droits sociaux des travailleuses et des travailleurs, a permis d'adopter une orientation de dépassement du capitalisme.

## Configuration politique québécoise

Avec ses 7 millions d'habitants, majoritairement francophones, le Québec est la deuxième province la plus peuplée du Canada. La constitution de l'État canadien fait que des secteurs tels l'éducation et la santé sont de juridiction provinciale. La question nationale (opposition fédéralisme-souveraineté) a structuré la vie politique québécoise des cinquante dernières années, mais on assiste à un processus de recomposition politique sur l'axe gauche-droite.

Le Parti libéral (PLQ) est au pouvoir depuis 2003. C'est un parti fédéraliste, représentant de la bourgeoisie canadienne et fortement appuyé par les anglophones, incluant les personnes immigrantes. Discrédité par des scandales de corruption, sa principale force reste la faiblesse de ses adversaires.

L'opposition officielle est formée par le Parti québécois (PQ), une scission du parti libéral qui défend la souveraineté-association avec l'État canadien. Depuis les années 1970, le PQ canalise les mobilisations sociales vers la cause souverainiste. Néolibéral et ayant remis toute lutte concrète pour la souveraineté aux calendes grecques, le PQ est dirigé par des membres de la petite et moyenne bourgeoisie québécoise. La cheffe actuelle du PQ semble avoir pour programme d'attendre l'alternance. Sous l'appellation de groupe des « lucides », plusieurs des anciens leaders du PQ, liés à des leaders fédéralistes, font la promotion du projet néolibéral.

L'Action démocratique du Québec (ADQ) est un parti « autonomiste », c'est-à-dire néolibéral et nationaliste sans être indépendantiste. Ce parti a momentanément été le premier parti de

l'opposition officielle en 2007 après avoir utilisé la question des « accommodements raisonnables » [1] pour promouvoir son discours xénophobe. L'ADQ est présente dans certaines régions. Notons que l'on assiste aussi à une montée de la droite sous diverses formes, alimentée par les radios de la droite radicale, les think tank néolibéraux, et favorisée par la concentration des médias dans les deux grands monopoles médiatiques. Le cœur de son discours porte sur une phobie de la dette publique, le « choc générationnel » (legs de la dette et du paiement des retraites) et sur le gaspillage des deniers publics par l'État.

Enfin, Québec Solidaire (QS) est un nouveau parti de gauche. Gauche socialiste [2] est l'un des collectifs (une tendance) reconnus à l'intérieur de Québec Solidaire. Soulignons ici le décalage historique entre des mouvements sociaux importants et l'absence d'un parti de gauche au Québec depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La croissance des luttes sociales de la période 1995-2005 a permis l'émergence d'une alternative politique au Parti Québécois.

## **Le Québec moins touché par la crise actuelle**

Sur le plan économique, le Québec, société avec l'économie la plus socialisée d'Amérique du Nord, a été moins touché par la crise que le reste de l'Occident. En fait, une crise manufacturière a déjà eu lieu avec la hausse du dollar canadien sous l'effet des exportations pétrolières de l'Alberta. Cette hausse a aussi eu des effets négatifs sur l'industrie forestière. Durant la période qui a précédé la récession, le Québec avait déjà perdu 120 000 emplois, soit presque un sur cinq. La vague de fermetures et de licenciements continue. La crise forestière a surtout été causée par la surexploitation, par l'aplatissement du gouvernement fédéral face aux violations étasuniennes de l'accord de libre-échange et par l'état de sous-investissement maintenu par les entreprises.

Malgré tout, il y a eu contraction de l'économie et surtout augmentation de l'endettement public (qui reste en deçà de la moyenne de l'OCDE). Les déficits sont en partie le résultat des subventions versées aux industries automobile et financière ainsi qu'aux dépenses militaires, pour ce qui est du niveau fédéral. Au niveau provincial, c'est un vaste programme de rénovation des infrastructures, principalement autoroutières, entouré d'un parfum de corruption, qui a constitué l'une des principales causes de la croissance de la dette, à côté des baisses d'impôt favorisant les plus riches et les entreprises.

## **La dynamique des mouvements sociaux**

Le taux de syndicalisation au Québec est de 40 % et le mouvement syndical est puissant mais peu combatif, particulièrement depuis les défaites de 2003 (loi anti-syndicale) et 2005 (décret imposant les conditions de travail des employés et employées de l'État). Les directions soutiennent plus ou moins formellement le Parti québécois et son pendant fédéral, le Bloc québécois. Elles refusent de donner leur appui à la construction d'un parti de gauche et prônent la concertation nationale et locale avec l'État et le patronat pour gérer le néolibéralisme. La principale centrale, qui rassemble 500 000 travailleurs et travailleuses, possède un énorme fonds de pension spéculatif géré par une armée de vendeurs de produits financiers. Cette situation pousse la principale organisation du mouvement social québécois à défendre les intérêts rentiers de la bourgeoisie financière et à dépendre des avantages fiscaux octroyés par le gouvernement au Fonds, sans parler de rapports douteux entre certains responsables syndicaux et des éléments du monde interlope. Les syndicats des services publics, malgré un cadre stratégique qui visait à négocier avant d'avoir le droit de grève, ont pu sauver les meubles, principalement grâce à un gouvernement libéral discrédité par la corruption.

Le mouvement des femmes a organisé une grande mobilisation de 30 000 femmes dans le cadre de la 3<sup>e</sup> Marche mondiale à l'automne 2010. On y proposait une certaine radicalisation des revendications et des actions, mais sans permettre à cette mobilisation d'influencer réellement la conjoncture.

Une série de groupes populaires mènent des luttes sur les questions sociales (droit au logement, lutte contre la pauvreté, éducation populaire, etc.).

Le mouvement étudiant est divisé mais a démontré sa capacité de mobilisation dans au cours des vingt dernières années, particulièrement avec les grèves générales victorieuses de 1996 et 2005.

On assiste à une série de mobilisations écologistes depuis 2003 qui ont permis l'abandon de la construction d'une centrale électrique au gaz, le développement de l'énergie éolienne et présentement la remise en question des projets d'exploitation gazière (gaz de schiste) et pétrolière. Cette mobilisation est en grande partie citoyenne et régionale, dans le sens où, malgré des éléments de coordination nationaux, elle émerge principalement de personnes initialement non organisées. En décembre 2010 Québec Solidaire a déposé un projet de loi visant à interdire la production et l'exportation de l'amiante.

L'offensive néolibérale prend principalement la forme de coupes budgétaires et de tarification des services publics. Les groupes populaires et féministes ainsi que la gauche étudiante et syndicale ont constitué une Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics. En refusant d'adhérer à cette coalition, les grandes centrales syndicales et étudiantes ont créé l'Alliance sociale, qui organise des actions avec la Coalition.

## **La construction de la gauche politique**

Depuis 1994, deux processus de fusion de partis politiques de gauche ont permis d'unir la majorité de la gauche du mouvement syndical, étudiant, populaire et féministe et des groupes politiques de gauche [3]. Le parti Québec Solidaire est l'aboutissement de ce processus de convergence. Gauche socialiste (GS) a été partie prenante de ce processus dès le début.

Lors des élections de 2008, Québec Solidaire a réussi à faire élire un député, Amir Khadir, qui a été reconnu comme étant la personnalité politique québécoise la plus appréciée de la population. Les sondages indiquent une croissance constante des intentions de vote, qui oscillent présentement entre 9 % et 15 %, ce qui surestime tout de même le vote réel qui est confronté à la logique du « vote utile » du système électoral d'inspiration britannique (uninominal à un tour).

Québec Solidaire est un parti de gauche, écologiste et féministe. L'ensemble de ses structures doivent être paritaires, y compris les porte-parole nationaux et régionaux. Il existe une dizaine de collectifs en son sein, dont Gauche socialiste, mais la grande majorité des membres n'est pas liée à ces collectifs.

La plate-forme adoptée lors des deux élections auxquelles le parti a participé propose une série de réformes sociales et économiques basées sur une fiscalité plus progressiste, le réinvestissement dans les services publics, les programmes sociaux et écologiques et des nationalisations limitées (énergie).

Un processus original et démocratique a été mis en place pour l'adoption du programme. Étalaé sur plusieurs années, il traitera successivement de cinq thèmes différents : Question nationale, autochtone, immigrante et laïcité, économie et écologie, éducation, santé et justice sociale,

féminisme, altermondialisme.

Chacun de ces thèmes suit les mêmes étapes. On débute par des « cercles citoyens » ouverts aux non-membres qui discutent ouvertement de thèmes choisis, en lien avec les questions préétablies dans un cahier de participation. Une synthèse de ces cercles est ensuite établie nationalement, puis relancée dans les associations locales, qui peuvent proposer des modifications à cette synthèse. Ces amendements sont enfin débattus et votés en congrès.

Le premier congrès programmatique — le cinquième congrès de Québec Solidaire — a eu lieu novembre 2009. L'orientation principale adoptée a fait de Québec Solidaire un parti indépendantiste, qui mettra sur pied, s'il est élu, une Assemblée constituante, dont les résultats seront soumis à un référendum qui pourrait déclarer l'indépendance du Québec. Ce congrès s'est aussi penché sur l'épineuse question de la laïcité. La position adoptée reprend la réflexion de la Fédération des femmes du Québec et propose une « ouverture » au port des signes ostentatoires (foulard islamique notamment) en indiquant que c'est en incluant les femmes que l'on peut leur permettre de quitter les ghettos des communautés. A aussi été clarifié notre appui à l'autodétermination des peuples autochtones, qui représentent 2 % de la population mais qui sont majoritaires sur des grands pans du territoire où ils vivent dans des conditions socio-sanitaires très difficiles.

## **Un Congrès sur l'économie, l'écologie et les droits sociaux des travailleuses et travailleurs**

Lors du 6<sup>e</sup> congrès de Québec Solidaire, 350 personnes déléguées ont débattu les 25, 26 et 27 mars derniers à Montréal d'un grand nombre de propositions sur l'économie, l'écologie et le travail qui vont constituer des pans essentiels de son programme politique.

Le 6<sup>e</sup> congrès a continué à définir la physionomie politique de Québec Solidaire autour des grandes orientations suivantes :

► **1. L'économie doit aussi être démocratique.** La démocratie ne saurait s'arrêter aux portes des entreprises. Comment parler de démocratie si les citoyens et les citoyennes n'ont rien à dire sur les choix économiques fondamentaux de la société ? C'est pourquoi Québec Solidaire entend, à terme, dépasser le capitalisme et mettre en place un système économique et politique favorisant le bien commun et ne faisant pas de la croissance une fin en soi. Québec Solidaire favorise une économie publique forte mais soutient le développement d'une économie sociale (coopérative, communautaire, entreprise sociale) tout en maintenant la place du secteur privé qu'il s'agira de baliser. Les nationalisations ne se feront pas sous un mode bureaucratique, mais s'inspireront d'un mode de gestion démocratique. L'industrie minière doit être placée sous contrôle public avec participation majoritaire de l'État. Bref, en ce qui concerne les ressources naturelles, Québec Solidaire veut mettre fin au pillage des ressources par les multinationales et rendre à la collectivité sa capacité d'en maîtriser le développement.

► **2. Une orientation écologiste qui dépasse les limites d'un capitalisme vert.** Québec Solidaire défend la souveraineté énergétique du Québec. Le secteur énergétique doit être pris en charge par le secteur public. Québec Solidaire vise à permettre la transition vers un autre système énergétique qui doit comprendre en priorité les économies d'énergie et les énergies renouvelables. C'est pourquoi Québec Solidaire mettra fin à l'exploration et à la mise en exploitation d'énergies fossiles telles que le pétrole du Golfe Saint-Laurent et les gaz de schiste. Il éliminera également la filière nucléaire et en finira avec l'exploration et l'exploitation de mines d'uranium.

La stratégie énergétique de l'État québécois doit être démocratiquement établie par la collectivité, au sein de laquelle les salariés des secteurs concernés auront leur mot à dire. Québec Solidaire préconise de réduire, d'ici 2020, d'au moins 40 % les émissions de gaz à effet de serre (GES) par rapport à 1990 et de mettre en place une stratégie pour abandonner les énergies fossiles d'ici 2030. Québec Solidaire, en rupture avec les perspectives défendues par le capitalisme vert, s'oppose aux bourses du carbone, rejette les fausses solutions comme les agrocarburants ou le stockage du carbone et les taxes sur le carbone qui frappent surtout les pauvres. Les entreprises du domaine de l'énergie seront placées sous contrôle public (participation majoritaire de l'État), incluant au besoin la nationalisation complète à 100 %.

► **3. Un élargissement radical des droits des travailleurs et des travailleuses.** Le congrès a adopté une série d'orientations concernant les droits syndicaux et la démocratisation de milieux de travail qui permettront d'améliorer radicalement le rapport de forces des travailleuses et travailleurs face au patronat. Québec Solidaire se définit ainsi comme un allié indéfectible des classes ouvrières et populaires. Le droit de grève sera reconnu dans la Charte des droits et libertés. Le droit de grève politique et de solidarité sera également reconnu. Les lock-out seront interdits. D'autres mesures permettront d'étendre l'équité salariale à tous les milieux de travail et d'en finir avec les ghettos d'emplois. Pour Québec Solidaire, la notion de travail doit inclure le travail non rémunéré essentiel à l'existence de la société, travail invisible qui est le plus souvent le lot des femmes.

Québec Solidaire défendra une politique de plein emploi active et efficace comportant des mesures d'action positives pour les femmes, les personnes handicapées, les minorités visibles et les Autochtones.

Le salaire minimum sera haussé substantiellement. Le recours patronal au travail à temps partiel involontaire sera strictement limité et le droit au passage à un emploi à temps plein dès que possible sera assuré. La semaine de travail sera réduite à 35 heures pour la ramener ensuite à 32 heures avec possibilité alternative de prolonger les vacances. Le tout sans perte de rémunération, avec embauche proportionnelle, sans intensification du travail et avec durcissement des conditions de recours aux heures supplémentaires dans toutes les entreprises.

► **4. Le caractère transversal de la lutte pour l'égalité des femmes.** Le congrès a reconnu que le travail souvent invisible des femmes, rémunéré ou non, fait partie intégrante de l'économie. Dans la discussion sur les droits des travailleurs et des travailleuses, la nécessité de mesures favorisant l'égalité des femmes et des hommes dans le travail a été constamment rappelée et soutenue par les personnes déléguées.

## La stratégie de construction

La définition du programme qui a été adopté incluait la notion de stratégie. Ainsi, le programme ne se limite pas aux fins, au « projet de société » souhaité. Il présente des moyens nécessaires à sa réalisation. Le congrès a permis de donner certaines précisions à ce sujet et ainsi consolider la vision de « parti des urnes et le parti de la rue », ce qui inclut la question du lien avec les mouvements sociaux. Ainsi, dans le cadre des orientations prises sur la question écologique, nous avons précisé qu'il fallait participer au mouvement populaire international, qui lie climat et justice sociale, et s'inspirer de ses recommandations. Il faut s'associer à toute la gamme des mouvements sociaux et politiques dans une campagne militante pour la justice climatique.

## Avancées dans la définition d'un projet de société

Québec Solidaire a fait le choix de débattre sur des orientations non à partir de définitions largement idéologiques, mais davantage à partir de propositions d'action visant à atteindre des objectifs précis. Ce choix ne cherchait nullement à construire des consensus artificiels. Il visait plutôt à permettre des débats concrets reposant sur des évaluations de situations problématiques et l'utilisation des possibles que ces dernières recèlent. Ce fut un bon choix. Au lieu d'exacerber les nuances ou les divergences, cette approche a permis d'esquisser les tâches essentielles qui sont devant nous, sans faire disparaître la diversité des objectifs et des stratégies présente dans cette volonté de transformation sociale qui unifie Québec Solidaire.

Mais le fait d'en rester à l'essentiel, de se contenter d'analyses souvent rapides et de ne pas expliciter suffisamment les obstacles qui se dressent face aux objectifs que se fixe Québec Solidaire, a conduit le congrès à laisser dans l'ombre nombre de questions que le parti ne pourra pas toujours esquiver. Cette approche des débats devra être modulée de façon à expliciter davantage pour l'ensemble des membres du parti les tenants et les aboutissants tant des analyses qui soutiennent les propositions mises de l'avant que les stratégies qu'il sera nécessaire de déployer pour parvenir aux buts que le parti se fixe. Elle devra être corrigée pour donner plus de temps aux échanges et à l'appropriation de débats qui ne sont pas toujours faciles.

Enfin, il faut souligner que le respect dans les débats qui a caractérisé l'ensemble du congrès sans exception, a démontré que la volonté proclamée par Québec Solidaire de faire de la politique autrement n'est pas une formule vaine. Il a également permis de renforcer la cohérence d'un parti qui a de nombreux défis à relever mais qui fait de plus en plus la preuve qu'il se construit comme un instrument essentiel d'un projet émancipateur.

**Sébastien Bouchard et Bernard Rioux**

---

### **P.-S.**

\* Paru dans Inprecor n° 573-574, mai-juin 2011.

\* Sébastien Bouchard et Bernard Rioux militent au sien de Québec Solidaire et sont membres du collectif (tendance) Gauche socialiste, section québécoise de la IV<sup>e</sup> internationale, reconnu au sein de Québec Solidaire.

---

### **Notes**

[1] Les « accommodements raisonnables » sont des mesures adoptées par les institutions pour faire respecter les droits de certaines minorités ayant des besoins particuliers. Principalement appliquées aux personnes handicapées, certaines mesures appliquées aux minorités religieuses défraient la manchette depuis plusieurs années : port du kirpan (poignard sikh) dans les écoles, remise en question de l'arbre de Noël, espaces de prière dans les lieux de travail et lieux publics et bien sûr, le port du voile islamique dans la fonction publique et les écoles. Ces mesures, fortement médiatisées, ont été le terreau d'un discours xénophobe, parfois assimilé à un discours laïciste ou féministe, parfois directement réactionnaire, appelant aux « valeurs de la nation canadienne française ». Une vaste commission itinérante a fait le tour du Québec, permettant

entre autres de diffuser un discours xénophobe sinon raciste.

[2] Gauche socialiste (GS), la section québécoise de la IV<sup>e</sup> internationale ([www.lagauche.com](http://www.lagauche.com)) est au cœur du processus d'unification de la gauche au Québec depuis ses débuts. GS a priorisé la construction d'un parti de gauche de masse, mais limité sa propre construction. Nous sommes aussi présents dans les luttes sociales et impliqués dans l'un des principaux sites internet alternatifs : Presse-toi à gauche : [www.pressegauche.org](http://www.pressegauche.org)

[3] Voir sur ESSF (article 2667), « [Naissance d'un nouveau parti de gauche : Québec Solidaire](#) ». Voir aussi le site [www.quebecsolidaire.net](http://www.quebecsolidaire.net).